



Union des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Mali
Hamdallaye ACI 2000 Bamako BP E 4213
Tél. (223) 20 29 51 25/20 29 68 90 Fax. (223) 20 29 35 47

**LE CHANGEMENT DE LA PERCEPTION DE LA MICROFINANCE
PENDANT LES DERNIERES ANNEES ET LA NECESSITE DE
CONSTRUIRE UN SYSTEME FINANCIER INCLUSIF : RÔLES
DES ACTEURS, DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET
FINANCIERS ET DES GOUVERNEMENTS**

Madame le Ministre du Développement de la Coopération et des
Affaires Humanitaires du Luxembourg,

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Plate-Forme Européenne de
microfinance,

Mesdames, Messieurs, Honorables invités, Chers participants.

C'est un immense plaisir pour moi de partager avec vous mon point de
vue sur le changement de la perception de la microfinance pendant les
dernières années et la nécessité de construire un système financier
inclusif c'est à dire accessible à tous.

Madame le Ministre,

Mesdames, Messieurs,

Au cours de ces dernières années la microfinance, parfois réduite au
seul microcrédit, est devenu un enjeu médiatique. Depuis la première
conférence internationale de Washington en 1997 jusqu'à la remise du
prix Nobel de la Paix 2006 à Muhammad YUNNUS, fondateur de la
Grammeen Bank au Bengladesh, les sommets, séminaires,
déclarations et publications se sont succédés. La microfinance,
subitement projetée sous les feux de l'actualité, a rejoint le courant
dominant de l'aide internationale et des objectifs du millénaire, en se
présentant comme l'outil essentiel de la lutte contre la pauvreté. Grâce
au crédit, chaque pauvre pourrait ainsi se transformer en
microentrepreneur et enclencher un processus d'accumulation et de
réussite économique et social.

En injectant des sommes d'argent dans une multitude de microentreprises, il serait donc possible de vaincre la pauvreté avec des coûts réduits ! Cette médiatisation et cette simplification de la microfinance ont conduit parfois à des illusions qui relativisent son impact réel sur le bien être des bénéficiaires.

Madame le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

En réalité, l'apport essentiel de la microfinance est de permettre à des populations exclues du système bancaire (ce qui peut correspondre à plus de 90% des populations dans la majorité des pays africains) d'avoir accès à des services financiers diversifiés comme l'épargne, le crédit, l'assurance ou le transfert d'argent.

De mon point de vue, il est donc plus réaliste de raisonner plutôt en termes d'inclusion ou d'accès aux services financiers que de laisser croire que la microfinance va, à elle seule, réduire la pauvreté. La microfinance est un moyen puissant d'amélioration des conditions de vie des populations à revenus modestes. Toutefois, elle n'est pas une panacée.

Madame le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

L'accès aux services financiers demeure très faible dans les pays en développement. En effet, le taux de bancarisation dans l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) est de 11% en général et de moins de 2% en milieu rural. Cette problématique est la même pour l'ensemble des pays en développement car selon les statistiques de la Banque Mondiale, 80% des populations de ces pays sont exclus du bénéfice des services financiers.

Les marges de progression de la finance décentralisée restent importantes et illustrent les efforts à faire pour que l'exclusion financière, et subséquemment la pauvreté, soit fortement réduite. D'où les efforts collectifs à mener pour que « l'accessibilité », qui présuppose l'existence d'institutions pérennes ouvertes à tous et capables de faire face à un fort accroissement du volume des transactions d'un nombre élevé de bénéficiaires, soit une réalité. Il s'agit par ailleurs d'accroître

« la sécurisation » du secteur, c'est à dire de mettre en place une organisation appropriée ainsi que des outils d'intervention adaptés pour assurer le fonctionnement efficient d'un secteur financier accessible au plus grand nombre.

Madame le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

Les trois principaux enjeux de la microfinance sont :

- la viabilité financière,
- l'accessibilité à un plus grand nombre,
- l'impact des services offerts sur le bien être des bénéficiaires.

Plusieurs contraintes entravent l'édification d'un système financier accessible au plus grand nombre. Toutefois, l'insuffisance de ressources financières, le faible niveau de professionnalisation du secteur de la microfinance (coût de proximité) sont les entraves les plus fortes. En effet, si la finance de proximité veut satisfaire cette demande et renforcer son lien avec le développement économique et social, elle devra maintenir, voire renforcer la proximité avec les populations pour toucher le plus grand nombre d'agents économiques exclus, œuvrer à réduire les coûts d'intermédiation et s'intégrer davantage aux autres composantes du système financier.

Ainsi le principal objectif en la matière consiste à toucher le plus grand nombre de bénéficiaires tout en préservant, voire en améliorant l'équilibre financier des institutions.

Madame le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

L'expérience des vingt dernières années enseigne que les principaux acteurs du secteur de la microfinance, à savoir les pouvoirs publics y compris les banques centrales, les partenaires au développement, les investisseurs privés et les IMF ont un rôle de premier plan dans la promotion de ce secteur.

Les domaines d'intervention des pouvoirs publics devraient être la réglementation, la supervision et les politiques d'incitation en faveur de l'accès aux services financiers d'un plus grand nombre de populations notamment les couches pauvres.

Les principaux instruments à cet égard sont la fiscalité et la mise en œuvre de politique nationale ou sectorielle.

En ce qui concerne les partenaires au développement, dans la mesure où leurs financements sont temporaires, les appuis qu'ils apportent devraient davantage permettre aux institutions de faire des sauts qualitatifs par la levée des entraves à l'amélioration de leur performance. Dans cette perspective, l'appui à la diversification de l'offre de services financiers de proximité et à la modernisation et la transformation du fonctionnement des IMF en vue de la réduction des coûts d'intermédiation sont des domaines d'intervention à conseiller aux partenaires au développement.

S'agissant des institutions de microfinance, elles devraient œuvrer à la mise en place d'un mécanisme performant de contrôle interne ainsi qu'à la modernisation et à l'amélioration de leurs systèmes d'information de gestion (SIG) pour une gestion financière efficiente.

Eu égard au nombre de personnes qui sont exclues du secteur financier notamment en milieu rural et à l'importance des besoins à satisfaire, mobiliser des ressources financières suffisantes et diversifiées est également de la responsabilité des IMF.

Dans cette perspective, il faut noter la pertinence de programme de financement innovant comme le FAIR : Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales, mis en place par le SEXAGON une organisation paysanne, – Kafo Jiginew et SOS FAIM, soutenu par le MAE du Luxembourg. Ce programme vise à faciliter l'accès des riziculteurs maliens de la Zone Office du Niger au crédit agricole à des coûts abordables.

Aussi, la collecte de dépôts par l'introduction de nouveaux produits d'épargne est une option vers laquelle les IMF pourraient d'avantage s'orienter.

Par ailleurs, les IMF devraient être encouragées à se regrouper et à développer des outils et des services communs afin d'atteindre la taille nécessaire à la création d'économie d'échelle indispensable à l'efficacité dans le secteur financier.

Enfin, l'articulation de la microfinance aux autres composantes du système financier est à considérer avec attention et l'émergence récente d'institutions financières sous régionales, notamment la CIF (Confédération des Institutions Financières d'Afrique de l'Ouest) pour combler le vide qui peut exister entre deux réseaux de microfinance de pays différents. La CIF se veut une réponse structurelle aux différentes préoccupations nées de la croissance de six grands réseaux de cinq pays de l'UEMOA. Elle se veut aussi un moyen d'accéder à de nouveaux marchés.

Madame le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

L'édification d'un secteur financier accessible au plus grand nombre requiert la mise en œuvre d'une série d'actions convergentes relatives à l'adoption d'un cadre législatif et réglementaire adéquat, à la modernisation du fonctionnement des institutions de microfinance, à la mobilisation des ressources aussi bien au niveau des partenaires au développement que des banques et autres intervenants, à l'amélioration des systèmes d'information de gestion, à la mise en place de mécanismes performants de contrôles interne et externe ainsi qu'au renforcement de capacités.

Madame le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

Face aux évolutions internes et aux modifications du contexte extérieur, les IMF d'Afrique de l'Ouest sont confrontés à de nouveaux défis. Avec la taille croissante des caisses de base et des faîtières, avec la professionnalisation nécessaire et la concurrence accrue, est-il possible de maintenir une spécificité des IMF d'une certaine taille ? Est-il possible d'envisager la transformation des IMF qui ont atteint un certain seuil d'activités en établissements de crédit ?

Avec le souci d'équilibre financier et de rentabilité, ne va t-on pas abandonner progressivement le milieu rural et renforcer ainsi les critiques actuelles des organisations paysannes qui estiment que les IMF, avec leurs règles bancaires et leurs taux d'intérêt relativement élevés, ne constituent pas les réponses appropriées au financement de l'agriculture et du milieu rural ? Les IMF ont-elles réellement les capacités de financer l'agriculture ?

La priorité aux critères financiers ou leur nécessité ne va t-elle pas conduire à éliminer progressivement du sociétariat celles et ceux qui ont des demandes limitées de crédit ou de petits dépôts, coûteux en gestion, et donc se désintéresser des couches plus vulnérables économiquement en milieu rural ou du secteur informel urbain ?

Ces quelques réflexions transversales méritent un examen beaucoup plus approfondi pour construire un secteur financier inclusif c'est à dire accessible à tous.

MERCI DE VOTRE ATTENTION.